

N° 4772<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

---

---

**PROJET DE LOI****relatif à la construction d'un bâtiment pour le Centre national  
de l'Audiovisuel (CNA) et le Centre Culturel Régional de Dudelange**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(13.3.2001)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 8 février 2001.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs comprenant le programme des travaux de construction et une estimation des dépenses y relatives ainsi que la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'avis afférent du ministre ayant le Budget dans ses attributions ne figure cependant pas au dossier soumis au Conseil d'Etat.

L'autorisation demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

\*

Le projet a pour objet la réalisation commune par l'Etat et la ville de Dudelange d'un complexe abritant, d'une part, le Centre national de l'audiovisuel (CNA), logé actuellement au sein de l'ancien Pensionnat de la Doctrine chrétienne et le centre culturel régional, d'autre part. Le nouveau complexe sera implanté au lieu-dit „Schnauzelach“ près des anciens bassins des hauts-fourneaux de l'Arbed à Dudelange.

Le dessein des deux Parties a été de regrouper sur un seul et même site des activités diverses et variées aux fins d'une nouvelle dynamique culturelle nationale et régionale et de réduire en conséquence les frais de construction, d'entretien et de fonctionnement à charge de l'Etat et de la Ville.

\*

Le programme de construction du nouveau Centre national de l'audiovisuel, d'une surface nette de 3292 m<sup>2</sup>, prévoit la création, l'aménagement et l'équipement de salles ou autres locaux répondant aux multiples activités générales et spécifiques dudit centre. Il en est ainsi des films et vidéos destinés à assurer une mémoire collective audiovisuelle par la constitution d'une collection de films en provenance du secteur public et privé. Or ce patrimoine d'une valeur inestimable doit faire l'objet d'une numérisation et pouvoir être consulté par les professionnels et le grand public. La valorisation de ces réserves audiovisuelles et la promotion du film nécessite la création de salles de cinéma. La constitution d'une photothèque en collaboration avec les communes et la restauration des photographies ont connu un grand succès. La conservation de documents sonores, la constitution d'une bibliothèque, d'une média-vidéothèque et l'aménagement d'un studio de tournage et de prise de vue sont autant d'éléments indispensables à un centre moderne de l'audiovisuel.

Il est évident, vu les activités énumérées ci-dessus, que les salles ou locaux doivent être conçus de façon à garantir le fonctionnement et le déroulement impeccable des programmes prévus ainsi que leur encadrement financier et administratif.

\*

Le programme de construction du Centre culturel régional, d'une surface nette de 1.774 m<sup>2</sup>, prévoit l'aménagement et l'équipement de l'école de musique régionale avec un arsenal de salles et de locaux réservés à l'enseignement général et spécifique de la musique et de la danse, de salles de répétition, de salles de réunion ainsi que d'un espace d'animation et de bureaux administratifs.

Le programme permet d'accueillir le nombre toujours croissant d'élèves même d'autres communes depuis la création de l'école régionale de musique, de varier l'offre des cours et de répondre aux exigences pédagogiques de l'enseignement musical moderne.

\*

Le nouveau Centre national de l'audiovisuel et le Centre culturel régional ont une partie commune où se trouvent l'accueil et l'information (billetterie et vente), la cafétéria, un auditorium ou salle de concert avec les annexes techniques afférentes, une salle de cinéma, les locaux techniques et sanitaires.

\*

Quant à la dépense totale occasionnée par les travaux et équipements couverts par le présent projet, il est évident qu'elle ne peut dépasser la somme de 1.600.000.000.- francs ou 39.663.000.- euros sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux. De ce fait, tout dépassement du devis estimatif doit faire l'objet d'une autorisation par voie législative.

Les dépenses prévues sont imputables sur les crédits du Fonds d'investissements publics administratifs.

\*

Les objectifs multiples et complémentaires du nouveau complexe, la variété de ses publics, la diversité de ses activités, la qualité des équipements proposés, vont promouvoir l'activité audiovisuelle nationale tout en redonnant une identité sociale et culturelle nouvelle à une région caractérisée par une profonde mutation postindustrielle.

Compte tenu de ces considérations, le Conseil d'Etat marque son accord au projet dont le texte donne lieu aux modifications rédactionnelles suivantes:

#### *Article 1er*

Cet article se lira comme suit:

„**Art 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un bâtiment abritant le Centre national de l'audiovisuel (CNA) et le Centre culturel régional de Dudelange.“

#### *Article 2*

Cet article aura la teneur suivante:

„**Art. 2.**– Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent dépasser la somme de 1.600.000.000.- LUF ou 39.663.000.- euros sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.“

#### *Article 3 (nouveau proposé par le Conseil d'Etat)*

Cet article se lira comme suit:

„**Art. 3.**– Les dépenses sont imputables sur le Fonds d'investissements publics administratifs.“

#### *Article 3 (4 selon le Conseil d'Etat)*

Cet article aura la teneur suivante:

„**Art. 4.**– La participation financière de la Ville de Dudelange à la construction du bâtiment, arrêtée en fonction du volume construit occupé par le Centre culturel régional, et les modalités de remboursement y relatives font l'objet d'une convention à conclure avec l'Etat.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 mars 2001.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Marcel SAUBER